

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(C.C.A.P.)
n° 2026DRFIP35COURRIERINTERNE**

ACHETEUR

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
Direction Régionale des Finances Publiques de Bretagne
et du département d'Ille-et-Vilaine
Division Budget, Immobilier, Logistique
Cité Administrative
Avenue Janvier
BP 72102
35021 RENNES Cedex 9

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1 Objet de l'accord-cadre.....	3
1.2 Allotissement.....	3
1.3 Forme et étendue du marché.....	3
1.4 Montants minimums et maximums.....	3
1.5 Modalités de communication.....	3
1.6 Langue.....	4
ARTICLE 2 - IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES.....	4
ARTICLE 3 - DOCUMENTS DU MARCHE.....	4
ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	5
4.1 Représentation des parties.....	5
4.2 Formes des notifications et informations.....	5
4.3 Durée et délais.....	5
4.4 Modalités d'exécution du marché – Obligations du titulaire.....	6
4.5 Ajout / suppression de sites.....	6
4.6 Clauses environnementales.....	6
4.7 Clause sociale.....	8
4.8 Traitement et protection des données à caractère personnel.....	9
ARTICLE 5 - RÉGIME FINANCIER.....	9
5.1 Monnaie et TVA.....	9
5.2 Forme et contenu des prix.....	10
5.3 Révision de prix et indexation gazole.....	10
5.4 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des factures.....	11
5.5 Délai de paiement et intérêts moratoires.....	12
ARTICLE 6 – SOUS-TRAITANCE.....	12
ARTICLE 7 - PÉNALITÉS.....	13
7.1 Pénalité pour retard	13
7.2 Absence d'avertissement en cas de retard de prise en charge et/ou de retard de livraison	14
7.3 Absence de restitution quotidienne de l'intégralité des bacs et sacoches.....	15
7.4 Non-respect de l'obligation ou du délai de transmission annuelle de la quantification des émissions de gaz à effet de serre(GES) et non-respect de la transmission d'un BEGES actualisé.....	15
ARTICLE 8 – GARANTIES.....	15
8.1 Retenue de garantie et cautionnement.....	15
8.2 Responsabilité et assurances.....	15
ARTICLE 9 – RÉSILIATION.....	16
ARTICLE 10 - DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	16
10.1 Différends.....	16
10.2 Litiges et contentieux.....	17
ARTICLE 11 - DÉROGATIONS AU CCAG.....	17

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet de l'accord-cadre

L'objet du présent marché est l'acheminement de courriers, correspondances internes, documents en vrac et petits colis, en sacoches ou caisses scellées, entre le site de la direction, sis avenue Janvier 35000 Rennes, et les différents services relevant de la Direction Régionale des Finances Publiques de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine.

La prestation d'affranchissement de courrier ne fait pas l'objet du présent marché.

La description précise des prestations sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

1.2 Allotissement

Le marché n'est pas alloti en raison de l'indivisibilité technique et fonctionnelle des prestations.

1.3 Forme et étendue du marché

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée au regard des [articles L2123-1 1° R2123-1 1°](#), [R2123-4 à R2123-7](#) du Code de la Commande Publique (CCP)

Le marché est un marché de services au sens de l'[article L1111-4 du CCP](#).

Le marché sera exécuté sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bon de commande au sens de l'[article L2125-1](#), des [articles R2162-1 à R2162-6](#) et [R2162-13 à R2162-14](#) du CCP.

1.4 Montants minimums et maximums

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum, avec un maximum de 130 000 HT sur toute la durée de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'[article 3.7.5 du CCAG-FCS](#), aucune indemnité n'est prévue à destination du titulaire, puisqu'aucun minimum en valeur ou en quantité n'est fixé par le présent accord-cadre.

1.5 Modalités de communication

Les échanges de documents entre les différents intervenants seront effectués exclusivement par voie dématérialisée, que ce soit lors de la phase de passation, de préparation, d'exécution, de réception ou de conclusion du marché.

Les intervenants signeront de préférence les documents électroniquement.

Si le titulaire ne peut obtenir de signature électronique et que cette impossibilité est justifiée, alors les documents signés de manière manuscrite, seront scannés puis transmis par voie électronique.

1.6 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

ARTICLE 2 - IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES

La mission d'acheteur est assurée par la Direction Régionale des Finances Publiques de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine
Division Budget, Immobilier, Logistique
Cité Administrative
Avenue Janvier
BP 72102
35021 RENNES CEDEX 9

Pour rappel des dispositions du règlement de la consultation, les questions liées au DCE doivent être posées via PLACE pour respecter le principe d'égalité des candidats.

Un point de contact sera communiqué lors de la notification du marché. Ce point de contact sera l'interlocuteur privilégié lors de la phase d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de signaler immédiatement au pouvoir adjudicateur toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché se rapportant au fonctionnement de sa société (modification de la forme de l'entreprise, de sa raison sociale, des personnes ayant le pouvoir d'engager la société, changement d'adresse...)

ARTICLE 3 - DOCUMENTS DU MARCHÉ

Le marché est constitué des documents contractuels listés à l'article 5 du règlement de la consultation et repris ci-dessous :

1. le présent Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP) et son annexe de déclaration des émissions de gaz à effet de serre générées par les prestations de transport mobilisées dans le présent marché – documents contractuels ;
2. l'Acte d'Engagement (AE) et son annexe financière valant bordereau de prix – documents contractuels;
3. le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses trois annexes– documents contractuels ;
4. le mémoire technique à remplir par le candidat - document contractuel ;

5. le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021- document contractuel.

Le marché est également constitué des documents non-contractuels suivants :

1. la charte éthique des fournisseurs des Ministères économiques et financiers ;
2. la présentation du label relations fournisseurs et achats responsables ;

Le titulaire du marché est réputé connaître les documents ci-dessus énumérés et tenu d'accepter les clauses et conditions de l'ensemble des pièces contractuelles, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de vente ou à celles des organisations professionnelles.

ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1 Représentation des parties

Le pouvoir adjudicateur ainsi que le rôle d'acheteur sont assurés par la DRFIP 35.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché.

Le titulaire s'engage à informer sans délai l'acheteur de toute modification d'interlocuteur.

4.2 Formes des notifications et informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai par voie dématérialisée, via la PLACE des marchés publics.

4.3 Durée et délais

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification, ou de la date de début d'exécution prévue dans l'acte d'engagement si postérieure à la date de notification.

Il pourra être reconduit tacitement trois (3) fois par le représentant du pouvoir adjudicateur, par période successive de douze (12) mois, sans que la durée totale du marché, reconductions comprises, ne dépasse quarante-huit (48) mois, sous réserve des dispositions de l'article 9 du présent CCAP.

En cas de non reconduction du marché à l'issue d'une des périodes de douze (12) mois, le titulaire en sera averti par courrier recommandé avec accusé de réception trois (3) mois au moins avant la date de fin de la période. Dans ce cas, le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues jusqu'à la fin de la période en cours.

La non reconduction du marché ne donnera pas lieu au versement d'indemnités.

Conformément à [l'article R2162-5 du CCP](#), l'exécution des bons de commande peut se prolonger jusqu'à trois (3) mois maximum au-delà de la date de fin de validité du marché.

4.4 Modalités d'exécution du marché – Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu de respecter les obligations énoncées dans le [CCAG-FCS](#) de 2021. Il lui est notamment rappelé les obligations d'information et de confidentialité ci-dessous.

- **4.4.1 Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler au prescripteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations. Le titulaire s'engage également à transmettre à son éventuel sous-traitant toutes informations nécessaires au bon fonctionnement du marché et à sa bonne exécution.

- **4.4.2 Obligations de confidentialité (cf 4.7 Traitement de données à caractère personnel)**

Le titulaire devra respecter les obligations de confidentialité et de sécurité énoncées à [l'article 5 du CCAG-FCS](#).

- **4.4.3 Obligations administratives en cours d'exécution**

Les entreprises communiquent tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles [D.8222-5](#) ou [D.8222-7](#) et [D.8222-8](#) du Code du Travail. Ces documents sont transmis à l'acheteur par voie dématérialisée.

4.5 Ajout / suppression de sites

- **4.5.1 Ajout de sites**

En cas d'ajout de sites, l'acheteur demandera un devis au titulaire. Ce devis, établi selon les conditions du présent marché, sera ensuite intégré par le biais d'un avenant au présent contrat.

- **4.5.2 Suppression de sites**

L'acheteur avertira le titulaire par courriel avec accusé de réception, a minima un (1) mois avant la date d'effet, de toutes modifications entraînant le retrait de sites au contrat, suite à fermeture, regroupement de services, restructuration ou pour toutes raisons tenant au fonctionnement des services.

L'arrêt des prestations sera effectif à la date de fermeture réelle du site ou à la date de transfert réel du ou des service(s) sur un site déjà présent au contrat.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité du fait de l'arrêt des prestations sur un site cessant ses activités, ni émettre aucune réclamation ou refuser d'honorer les prestations, objet du marché.

4.6 Clauses environnementales

Une clause environnementale fait l'objet de critères d'attribution (cf articles 7.2 et 12 du règlement de la consultation). Le soumissionnaire devra donc veiller à indiquer dans son offre tout élément pouvant montrer qu'il respecte les éléments cités dans cette clause environnementale, permettant ainsi de répondre au besoin de l'acheteur.

Tout candidat qui ne prouverait pas dans sa candidature et/ou son offre sa capacité à respecter cette clause environnementale, verrait sa candidature rejetée (sous réserve des dispositions de [l'article L229-25 du Code de l'Environnement](#)).

L'acheteur prévoit également une clause environnementale en condition d'exécution, permettant ainsi de définir des objectifs de performance à atteindre et des pratiques respectueuses de l'environnement à mettre en œuvre pour la bonne exécution du marché. Les modalités de livraison ont une incidence directe et significative sur les émissions de gaz à effet de serre (GES). A cette fin, l'acheteur intègre une ou plusieurs considérations visant à réduire l'impact environnemental des prestations de transport et de livraison mises en œuvre au titre de l'exécution du marché.

Cette clause environnementale en condition d'exécution est définie comme suit :

- **Communication du BEGES et plan de transition associé du titulaire**

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, le titulaire soumis à [l'article L.229-25 du Code de l'Environnement](#) communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de trois (3) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

Les entreprises employant moins de 500 personnes sont dispensées de fournir ce document, conformément aux dispositions de [l'article L229-25 du Code de l'Environnement](#).

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à [l'article L. 229-25 du Code de l'Environnement](#) et à [l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre](#).

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page. Toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à [l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce](#). Il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

- **Information sur les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) générées par les prestations de transport de marchandises et mesures de réduction**

Sur le fondement de [l'article L. 1431-3 du code des transports](#), le titulaire détermine annuellement la quantité de gaz à effet de serre (GES) émise par le transport mobilisé durant l'exécution du marché. Ainsi, il communique à l'acheteur, au plus tard à la fin de chaque année civile, le tableau-bilan fourni en annexe au présent CCAP « Quantification des émissions de GES des prestations de transport mobilisées dans le marché » complété par ses soins sous format électronique en accès libre et facilement exploitable.

En cas de sous-traitance de la prestation de transport, le titulaire exige de ses prestataires la transmission des données nécessaires à la réalisation de ce bilan et renseigne le tableau de manière consolidée pour l'ensemble des prestations réalisées.

A titre dérogatoire, le titulaire satisfait à cette obligation en transmettant les données relatives à la quantification des émissions de GES générées par les prestations de transport du marché au moyen de ses propres outils. Cette quantification est réalisée sur la base des facteurs d'émission issus en premier lieu de la Base Empreinte® de l'ADEME, complétés dans certains cas par ceux de la norme ISO 14083:2023, de la base Ecoinvent et du GLEC Framework.

En complément de la transmission des données relatives à la quantification des émissions de GES, le titulaire communique à l'acheteur selon la même échéance annuelle les mesures proposées pour réduire les émissions de GES : qualité de la flotte de véhicules, optimisation des tournées de livraison (taux de remplissage des véhicules, réduction des trajets à vide, horaires de livraison évitant les congestions...).

- ***Labellisation environnementale des prestataires de transport***

Pour les prestations externalisées de transport routier de marchandises réalisées dans le cadre du marché, le titulaire recourt aux transporteurs détenteurs du label Objectif CO2 délivré dans le cadre du programme « Engagements Volontaires pour l'Environnement des acteurs de la chaîne logistique et du transport de voyageurs » (EVE) ou démontrant un niveau de performance équivalent.

A chaque date d'anniversaire de la notification du marché, le titulaire informe l'acheteur de la part annuelle des transporteurs routiers détenteurs du label Objectif CO2 ou équivalent mobilisés pour la réalisation du marché et transmet les justificatifs appropriés (ex. attestation de labellisation en cours de validité).

- ***Modes de transport et sources d'énergies alternatives***

Pour la réalisation des prestations de livraison induites par l'exécution du marché, le titulaire recourt, lorsque les trajets le permettent, à des solutions alternatives au transport routier conventionnel utilisant l'essence ou le diesel comme carburant, et ce, dans un objectif de minimiser leur impact en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Ces solutions alternatives portent, à la discrétion du titulaire :

- sur le recours à la cyclologistique (ex : vélo-cargo) pour le « dernier kilomètre »
- sur le type de source d'énergie alimentant les véhicules routiers utilisés (électricité, hydrogène, gaz naturel (GNC/GNL) y compris biogaz, gaz de pétrole liquéfié (GPL), biocarburant non produit à partir d'huile de palme ou de soja, ou carburant de synthèse)

La transmission à l'acheteur du tableau-bilan « Quantification des émissions de GES des prestations de transport de marchandises mobilisées dans le marché » prévu au sein de la clause « Information sur les émissions de GES générées par les prestations de transport » du présent CCAP permet au titulaire, en le renseignant, de démontrer son recours à des solutions alternatives parmi celles listées ci-dessus.

4.7 Clause sociale

Le titulaire s'engage à favoriser l'égalité homme/femme pour l'ensemble des prestations liées à l'exécution de l'accord-cadre : tâches administratives et tâches pratiques.

Pour rappel, le Code du Travail impose, aux [articles L. 3221-2 et suivants](#), que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. En cas de violation de cette obligation concernant le personnel affecté à l'exécution de la prestation objet du contrat, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute grave conformément à [l'article L2195-3 1° du CCP](#), et ainsi mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci. Il est notamment rappelé au titulaire à l'[article 6.1 du CCAG-FCS](#), qu'il est « tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail », et notamment les conventions qui contribuent à l'égalité hommes/femmes, sur l'égalité de rémunération ou la discrimination.

Il pourra être demandé au titulaire à tout moment du marché de justifier du respect de cette clause sociale, comme condition d'exécution du présent marché.

4.8 Traitement et protection des données à caractère personnel

Le titulaire, à l'occasion de l'exécution du marché, peut avoir connaissance d'informations ou recevoir communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel. Le titulaire, comme ses sous-traitants, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître.

Pour l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Le titulaire, et les cas échéant ses sous-traitants, sont autorisés à traiter les données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution des prestations prévues dans les documents contractuels.

La durée du traitement est valable sur la durée de l'accord-cadre, à compter de sa date de notification. Le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, disposent des garanties suffisantes pour la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles.

Le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, s'engagent à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait ou font l'objet du marché ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

ARTICLE 5 - RÉGIME FINANCIER

5.1 Monnaie et TVA

- **5.1.1 Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

- **5.1.2 Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'[article 269 du Code Général des Impôts](#).

- **5.1.3 Auto-liquidation**

Le présent article s'appuie sur les dispositions de l'[article 283 du Code général des impôts](#) relatives au régime d'auto-liquidation de la TVA.

Le titulaire du marché doit attester du contrat passé avec son sous-traitant et de la nature des prestations sous-traitées justifiant l'auto-liquidation dans le DC4.
Les demandes de paiement transmises par le titulaire doivent revêtir la mention « auto-liquidation » pour justifier de l'absence de collecte de la TVA par le sous-traitant.

5.2 Forme et contenu des prix

Les prix sont révisables.

Les prix ne sont pas actualisables.

L'unité de prix servant de base au calcul de la prestation est un prix forfaitaire HT annuel.

Le prix est indiqué dans le cadre de l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Le prix doit comprendre deux décimales après la virgule.

Le contenu des prix est établi conformément à [*l'article 10.1.3 du CCAG-FCS :*](#)

« Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents [aux moyens mis à disposition du titulaire], ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires »

5.3 Révision de prix et indexation gazole

• 5.3.1 Révision de prix

Les prix sont fermes pour la première année.

Les prix annexés à l'acte d'engagement pourront être révisés tous les douze (12) mois à l'occasion de la date anniversaire de notification du marché, à la hausse comme à la baisse.

• Établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de dépôt des offres.

• Modalités de révision des prix

Les prix initiaux des prestations s'appliquent pour la période courant de la date d'effet de l'accord – cadre jusqu'à la 1^{ère} date de son anniversaire, correspondant à la 1^{ère} révision de prix.

Au-delà de cette date, les prix initiaux sont annuellement révisables à chaque date anniversaire, sur demande des titulaires et selon les dispositions de [*l'article R.2112-13 du CCP*](#) et par application de la formule suivante :

$$\text{Prev} = P0 \times [0,15 + 0,85 * (A17 \text{ HZ} / A17 \text{ HZo})]$$

dans laquelle

Prev = prix révisé ;

P0 = prix initial ;

A17 HZ = Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A17 HZ – Transports et entreposage (référence INSEE 010766503)

La valeur « 0 » de l'indice est celle en vigueur au mois de la date limite de remise des offres.

La valeur au numérateur est celle de l'indice disponible à la date de la révision.

Les indices sont lus sur le site de l'INSEE.

Les indices provisoires sont réputés définitifs.

Conformément aux dispositions de l'[article 10.2.3 du CCAG-FCS](#), le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.
Le prix révisé calculé sur deux décimales est arrondi au centième supérieur.

Les prix seront calculés en application de la TVA en vigueur lors du règlement.

- **Modalités pratiques**

La communication du calcul de la révision des prix à l'acheteur incombe au titulaire.
Au plus tard un (1) mois avant la date d'effet de la révision de prix, le titulaire transmet par courriel à l'acheteur une demande de révision, faisant apparaître les indices et les modalités de calcul. L'acheteur formalise son accord par retour de courriel.

- **Clause butoir**

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation annuelle supérieur à 3 %, la révision des prix est plafonnée à 3 %.

- **5.3.2 Indexation gazole**

La [loi du 5 janvier 2006](#) encadre le processus d'indexation du prix du transport routier de marchandises en lien avec l'évolution du coût du carburant (souvent appelée « indexation gazole » ou « surcharge carburant »). Son objectif principal est de protéger les transporteurs des fluctuations importantes des prix du gazole en permettant une répercussion de ces variations sur le prix des prestations de transport.

Pour tenir compte de la variation du prix du carburant, entre la date de remise des offres et la date de réalisation de chaque prestation, le montant représenté par le carburant dans le prix de la prestation est révisé mensuellement, conformément aux dispositions de [l'article L3222-1-I du Code des Transports](#).

Les variations doivent être mentionnées, à la hausse comme à la baisse, en « pied de facture », en y faisant apparaître le détail du calcul.

L'indice de référence sera l'indice CNR gazole professionnel (Comité National Routier) en vigueur à la date limite de remise des offres.

Le candidat indiquera dans l'annexe financière l'indice CNR de référence ainsi que le poids représenté par le carburant dans ses prestations de transport. Celui-ci vaudra pour toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

La formule de calcul de la charge carburant est la suivante :

$[(\text{indice CNR mois de la prestation} / \text{indice CNR mois de référence}) - 1] * P_{\text{car}} * T_{\text{prest}}$

dans laquelle :

P_{car} = poids représenté par le carburant dans les prestations de transport du titulaire, exprimé en pourcentage (décimal à deux chiffres) ;

T_{prest} = montant total des prestations du mois facturées

5.4 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des factures

- **5.4.1 Sous-traitants**

Le titulaire transmet à l'acheteur chacune des factures de son sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux [articles L.2193-10 à L.2193-14 du CCP](#).

- **5.4.2 Factures**

Conformément aux dispositions des [articles L2192-1 à L2192-3 du CCP](#), le titulaire et ses sous-traitants admis au droit au paiement direct transmettront obligatoirement leurs factures de façon dématérialisée via le [portail Chorus Pro](#), y compris les microentreprises (moins de 10 salariés et chiffre d'affaires annuel ou total de bilan inférieur ou égal à 2 millions d'euros).

La transmission des factures sur Chorus Pro s'effectuera au vu des éléments mentionnés sur le bon de commande, émis préalablement (cf 5.4.4 Contenu des bons de commandes)

- **5.4.3 Mentions obligatoires sur les devis et factures**

Sous peine d'invalidité de la pièce, les devis et factures doivent faire apparaître :

- les références du présent marché
- le n° SIRET du titulaire du lot ;
- l'identité du titulaire ;
- son numéro de TVA intracommunautaire ;
- le n° d'engagement juridique (suite à l'émission du bon de commande) ;
- la date;
- l'identité du prescripteur ;
- les prix détaillés HT, date par date, des prestations réalisées pour le mois concerné ;
- le prix total HT des prestations, le ou les taux de TVA et le prix total TTC.

- **5.4.4 Contenu des bons de commandes**

L'accord-cadre est exécuté par l'émission d'un bon de commande annuel comportant l'ensemble des sites présents à l'acte d'engagement.

Le bon de commande de la 1ère année d'exécution sera émis sur la base de l'annexe financière à l'acte d'engagement. Les bons de commande suivants seront émis sur la base de la proposition commerciale révisée transmise par le titulaire, sous réserve du respect des dispositions du point 5.3.1 du présent CCAP.

Aucun bon de commande rectificatif ne sera émis en cas de suppression de sites en cours d'année. Les factures émises suite à l'information de la suppression d'un site tiendront compte de cette modification. Le bon de commande émis l'année suivante intégrera les modifications apportées en N-1.

Les bons de commande établis par la DRFIP sont notifiés par courrier électronique à l'adresse indiquée dans l'acte d'engagement.

Les devis ou propositions commerciales signés seront joints au bon de commande.

Le titulaire s'engage à adresser, en retour, à l'adresse mail du service indiqué sur le bon de commande, un accusé de réception du bon de commande qui vaudra accord du titulaire.

Chaque bon de commande comportera au moins :

- l'objet de la commande ;
- les quantités à prester
- le délai d'exécution ou de livraison ;

- le lieu de livraison ou d'exécution ;
- le prix HT et TTC de la commande ;
- les éléments permettant de déposer mensuellement la facture sur Chorus pro, à l'issue de la prestation :
 - le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique) ;
 - le code service exécutant CGF0000035 ;
 - Le SIRET acheteur Etat 11000201100044.

5.5 Délai de paiement et intérêts moratoires

Les prestations, objet du marché, seront réglées, dans les conditions fixées par les règles de la Comptabilité Publique, par virement sur le compte bancaire ou postal indiqué par le titulaire dans son offre.

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités des [articles R2192-12 à R2192-15 du CCP](#).

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans avoir à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux [articles R2192-31 à R2192-36 du CCP](#).

ARTICLE 6 – SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur ([articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la Commande Publique](#))

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

La certification en cours de validité devra obligatoirement être communiquée avant l'agrément du sous-traitant et avant toute intervention.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4.⁽¹⁾

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le recours à la sous-traitance ne signifie pas le transfert de responsabilité. Le titulaire reste responsable de la bonne exécution des prestations.

ARTICLE 7 - PÉNALITÉS

Le titulaire devra respecter scrupuleusement les spécifications contenues dans le marché. Il devra exécuter les prestations telles qu'elles sont décrites.

En cas de difficultés, il devra avertir immédiatement l'acheteur.

Les pénalités sont appliquées sur les factures.

Les pénalités sont prévues par le [*CCAG-FCS de 2021, à l'article 14.*](#)

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à des pénalités. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement des dites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

7.1 Pénalité pour retard

Le non-respect des clauses d'acheminement des bacs et sacoches scellés (prise en charge et livraison) à la date prévue au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) sera sanctionné par l'application d'une pénalité fixée à 50 € HT par jour de retard entre le jour prévu (J+1) et la livraison effective (plafonnée à 150€ HT). Cette pénalité s'applique par bacs ou sacoches non livrées dans les délais.

Exemple :

- la livraison d'une sacoche est prévue à J, la livraison est réalisée à J+1, la pénalité est de 50 € HT.
- La prise en charge est prévue à J, elle est réalisée à J+4, la pénalité est de 150 € HT.

Le titulaire ne pourra s'exonérer de l'application de cette pénalité qu'en raison de circonstances exceptionnelles de nature à constituer un cas de force majeure, sous réserve d'en avoir informé immédiatement l'acheteur par voie écrite accompagnée d'un compte-rendu des faits et de toutes pièces justificatives pertinentes.

Aucune pénalité ne sera appliquée si le non-respect des délais prévus est dû à un cas de force majeure, à charge pour le titulaire de mettre l'acheteur en mesure de le constater en temps utile.

7.2 Absence d'avertissement en cas de retard de prise en charge et/ou de retard de livraison

Lorsqu'une prise en charge ou une livraison est rendue impossible par un cas de force majeure ou d'autres circonstances, le titulaire doit, en vertu des dispositions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), en informer immédiatement l'acheteur et lui fournir un compte-rendu des faits accompagné des pièces justificatives.

En l'absence de ces démarches, et quand bien même l'absence de desserte serait justifiée, une pénalité de 50 euros HT par non respect sera appliquée.

7.3 Absence de restitution quotidienne de l'intégralité des bacs et sacs

Le non-respect de la clause de restitution quotidienne de l'intégralité des bacs et sacs prévue au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) sera sanctionné par l'application d'une pénalité fixée à 50 € HT par jour d'absence et par sites, plafonnée à 150€ HT par sites.

Le titulaire ne pourra s'exonérer de l'application de cette pénalité qu'en raison de circonstances exceptionnelles de nature à constituer un cas de force majeure, sous réserve d'en avoir informé immédiatement l'acheteur par voie écrite accompagnée d'un compte-rendu des faits et de toutes pièces justificatives pertinentes.

Aucune pénalité ne sera appliquée si le non-respect des délais prévus est dû à un cas de force majeure, à charge pour le titulaire de mettre l'acheteur en mesure de le constater en temps utile.

7.4 Non-respect de l'obligation ou du délai de transmission annuelle de la quantification des émissions de gaz à effet de serre(GES) et non-respect de la transmission d'un BEGES actualisé

Dans le cas de défaut de transmission des documents exigés au point 4.6 du présent CCAP, une pénalité de 100€ HT sera appliquée.

Aucune pénalité ne sera appliquée si le non-respect du délai de transmission prévu est dû à un cas de force majeure, à charge pour le titulaire de mettre l'acheteur en mesure de le constater en temps utile.

ARTICLE 8 – GARANTIES

8.1 Retenue de garantie et cautionnement

Le titulaire est dispensé de constituer une garantie à première demande.

8.2 Responsabilité et assurances

- **8.2.1 Responsabilité**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

- **8.2.2 Assurances**

Conformément à [l'article 9 du CCAG-FCS de 2021](#), le titulaire, et ses éventuels co-traitants et sous-traitants, doivent justifier avant tout commencement d'exécution qu'ils ont souscrit une assurance garantissant leur responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution par leur personnel ou collaborateurs. La garantie doit être suffisante et illimitée pour les dommages corporels.

Le titulaire, ainsi que ses éventuels co-traitants et sous-traitants, s'engagent à maintenir ces garanties pendant toute la durée du marché.

Les franchises éventuellement prévues par les contrats d'assurance restent à la charge des soumissionnaires.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander à tout moment la ou les police(s) d'assurance souscrite(s) ainsi que la preuve de l'acquittement des primes correspondantes.

Avant tout commencement d'exécution de la prestation, le titulaire devra souscrire une assurance particulière pour assurer la protection des bacs et sacoches et des contenus et en apporter la preuve au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 9 – RÉSILIATION

L'acheteur peut résilier le marché selon les dispositions des [articles L2195-1 à L2195-6 du CCP](#).

Outre les cas de résiliation prévus au [CCAG-FCS \(chapitre 7 art 38 à 45\)](#) visé par le marché, le marché peut être résilié, aux torts du titulaire, en cas d'inexactitude ou de refus de produire les pièces prévues aux [articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8](#) du *Code du Travail*.

L'acheteur pourra, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, résilier le présent contrat sans indemnité après un délai de un (1) mois à compter de la réception de cette lettre, dans les cas suivants :

- si, malgré plusieurs rappels, les prestations ne sont pas exécutées dans les délais prévus au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) sur l'intégralité des sites, sauf circonstances atténuantes (intempéries, catastrophes naturelles);
- si, malgré plusieurs rappels, les prestations ne sont pas exécutées conformément aux exigences du présent marché.

Conformément à [l'article 39 du CCAG-FCS](#), le marché peut être résilié par l'acheteur à tout moment, pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire. Cette résiliation est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Par dérogation à [l'article 42 du CCAG-FCS](#), il ne sera versé aucune indemnité de résiliation à ce titre.

ARTICLE 10 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

10.1 Différends

En cas de différend, l'acheteur et le titulaire s'engagent à privilégier la voie amiable.

Ils examinent ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à l'existence du contrat qui les lie, son interprétation, ou à son exécution.

Si le différend persiste, l'acheteur et le titulaire privilégieront le recours au médiateur interne relations Fournisseurs des Ministères économiques et financiers à l'adresse suivante mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr.

En cas d'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/mediateur-des-entreprises-contacter-le-mediateur>.

10.2 Litiges et contentieux

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de RENNES, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Hôtel de Bizien

3, contour de la Motte

CS44416

35044 RENNES CEDEX

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

ARTICLE 11 - DÉROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au [CCAG – Fournitures courantes et services de 2021 \(CCAG-FCS\)](#) sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci après:

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation
1.4	Article 3.7.5
7	Article 14.1
8.1	Article 33
9	Article 42

⁽¹⁾ document téléchargeable sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>